

Budget : Serge Dassault pour une « flat tax »

LES SÉNATEURS ont entamé lundi l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2014, qui a été adopté le 1^{er} juillet à une large majorité par les députés (par 307 voix contre 232 et 14 abstentions), y compris par les socialistes « frondeurs ». Ce PLFR prévoit 4 milliards d'euros d'économies, dont 1,6 milliard dans le budget de l'État, pour poursuivre la réduction du déficit public à 3,8 % du PIB cette année. Le collectif budgétaire prévoit une réduction d'impôt pour 3,7 millions de foyers fiscaux dès la rentrée de septembre, ce qui a justifié le vote positif des députés de l'aile gauche du PS.

En ouvrant les débats, le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert, a expliqué que ce projet de loi de finances vise « trois objectifs : l'assainissement des finances

publiques, le rétablissement de la progressivité du système fiscal et la mobilisation de la fiscalité pour soutenir l'emploi ». « Je veux redire aux Français que leurs efforts payent », a-t-il indiqué.

Serge Dassault (propriétaire du Figaro) a consacré son intervention en séance à la « flat tax » qu'il appelle de ses vœux. Le sénateur de l'Essonne est en effet partisan d'un impôt sur le revenu avec un taux unique « comme le font de nombreux pays avec des résultats significatifs. Notamment la Russie, qui applique à tous une "flat tax" de 13 % ». Cette « flat tax » « optimiserait le paiement de l'impôt sur le revenu en supprimant toute progressivité, tout en augmentant son rendement ». Le sénateur de l'Essonne a tenu à rappeler au secrétaire d'État que « nous payons déjà la CSG avec

une "flat tax" à 7,5 % qui rapporte plus que l'impôt sur le revenu, 90 milliards au lieu de 70. Il suffirait d'associer le paiement de la CSG et de l'impôt sur le revenu par une flat tax pour rapporter un montant supérieur aux recettes actuelles et retenir en France les investisseurs qui créent de l'emploi ». Selon le sénateur, avec « une flat tax unique à 15 %, la recette budgétaire serait d'environ 200 milliards. Ce qui résoudrait tous nos problèmes ».

Le rapporteur PS du Budget François Marc a rappelé que ce PLFRS était « la première traduction législative du pacte de responsabilité ». Le président UMP de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, a à l'inverse « fustigé le rideau de fumée qui ne permet pas de distinguer les vraies des fausses économies ». ■